

FINANCEMENT DU SOUS-SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE



19%
du budget Général de l'Etat

EDUCATION / FORMATION

Au total **1 309**
milliards de FCFA investis
sur la période 2011-2013

Fonctionnement **91,94%** du budget total

Investissement **8,06%** du budget de fonctionnement

EDUCATION NATIONALE

2011

555,5 milliards de FCFA

↑ **4,3%**
Taux de croissance annuel

2013

655,9 milliards de FCFA

Au plan de la gratuité de l'école

10 480 000
Kits scolaires distribués

Sur la période de 2011 à 2014, l'Etat a investi plus de 47 milliards de FCFA pour l'achat et la distribution de 10 480 000 Kits scolaires et de **8 000 000 manuels** du CP, CE et CM.

Dans le domaine de l'alimentation des élèves, ce sont **5.714 cantines scolaires** réparties sur le territoire qui ont servi des repas à en moyenne, plus d'un million de rationnaires par an.

Au plan de l'amélioration de la gouvernance du système



Mise en route d'un système d'information et de gestion de l'éducation intégrant une application d'immatriculation des élèves du primaire et associée à l'inscription en ligne pour les élèves du secondaire a permis un assainissement de la gestion des effectifs élèves ;

Codification des postes de travail en vue de relever le défi de la gestion rationnelle et équitable des ressources humaines pour une administration compétitive ;

Adoption d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour une meilleure programmation budgétaire aboutissant à une bonne maîtrise des dépenses.

Au plan de la protection des filles en milieu scolaire



Lancement de la campagne

ZERO GROSESSE A L'ECOLE

28 / 02 / 2014

5.076
Grossesse

4.035
Grossesse

2012

2013

2014

soit une baisse de
20,50%

120,6 milliards de FCFA

liés aux revendications des syndicats

Le règlement par l'Etat de 100% des effets financiers du reclassement des enseignants du secondaire et assimilés a été effectif le 31 janvier 2014. Le montant s'élève à **52,3 milliards de FCFA** ;

Le règlement de 100 % des indemnités contributives au logement des instituteurs est intervenu le 31 janvier 2013, soit **12,1 milliards de FCFA** ;

Le règlement de 100% des effets de la bonification indiciaire des instituteurs, le 31 janvier 2014, soit **54,1 milliards de FCFA** ;

Le règlement de 100% du rappel du CAP (1998 à 1992) des instituteurs en 2014, soit **2,1 milliards de FCFA**.



REFORMES ET ACTIONS MAJEURES ENTREPRISES DE 2011 A 2014

AU PRIMAIRE

Contructions & réabilitations

3 centres de formation et **3500 salles de classes réhabilitées**.

Le secteur a bénéficié de l'ouverture de **9 349** salle de classe et **20 872** autres sont en construction, soit un total de **2 188 écoles**

730 Unités composées de matériel informatique

720 Unités de reproduction (photocopie)

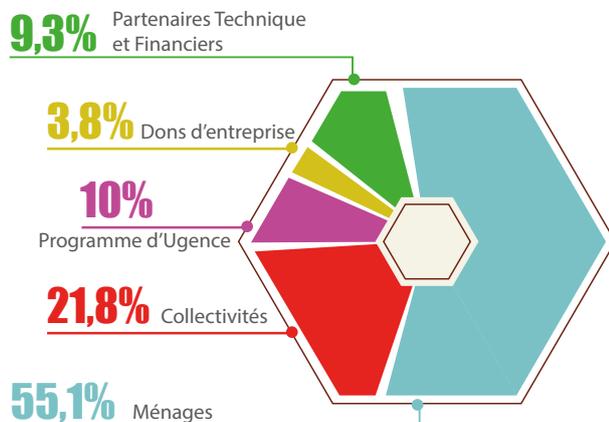
2 060 Mobiliers de bureau

105 Véhicules

240 415 Tables & Bancs

35 000 Instituteurs mis à disposition de 2011 à 2014

Sources de financements des constructions



MESURES ET DÉCISIONS PRISES

- Le décret 2012-994 du 19 sept 2012 portant institution de deux nouvelles disciplines d'enseignement : l'Éducation aux droits Humains et à la citoyenneté (EDHC) et les Technologies de l'information et de la Communication
- Instauration de l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires
- L'affectation des élèves en 6^{ème} à 85 points (soit 10 de moyenne), améliorant ainsi fortement le taux de transition du primaire au secondaire
- La prise en compte, à l'examen du BEPC (session 2014) de toutes les matières enseignées.
- La ré institution de la Journée Nationale du Mérite et de l'Excellence en milieu scolaire
- L'élaboration d'un document-cadre par une équipe interministérielle pour la mise en oeuvre de l'Initiative Présidentielle de la scolarisation obligatoire.



Toutes ces réalisations ont été rendues possible grâce aux ressources mobilisées à travers le Programme Présidentiel d'Urgence, le budget général d'investissement et les transferts aux collectivités décentralisées.

AU SECONDAIRE

Il faut noter la **réhabilitation de 30 autres établissements secondaires** ainsi que la réhabilitation, l'équipement et la reouverture du lycée américain et du lycée International Jean-Mermoz

Au plan institutionnel & internationale

Election de Mme Kandia Camara en qualité de Présidente de la CONFEMEN (2014 - 2016)

Installation officiel
Conseil Consultatif de l'Éducation Nationale

234 Lycées & collèges ouvert

6 875 Professeurs recrutés de 2011 à 2014



EVOLUTION DES RESULTATS SCOLAIRES DE 2011 A 2015

Année	CEPE	BEPC	BAC
2011	58,79%	16,88%	20,25%
2012	55,91%	17,14%	25,22%
2013	67,03%	40,22%	33,62%
2014	79,13%	57,43%	36,23%
2015	82,12%	58,62%	39,20%



L'on constate une nette amélioration au niveau de l'Ecole ivoirienne en général et du sous-secteur de l'éducation Nationale et de l'enseignement Technique sur la période 2011 - 2014

Principaux résultats de 2011 à 2014

Réhabilitation, Extension des universités existantes et Construction de nouvelles universités



■ Réhabilitation des universités :

- 5 Universités
- 2 grandes écoles publiques (ENS et INP-HB)
- 4 CRO



167 665 290 345 F CFA

■ Travaux d'extension des universités

- Accroître la capacité d'accueil des Universités Péléforo GON COULIBALY de Korhogo et Jean LOROUGNON GUEDE de Daloa



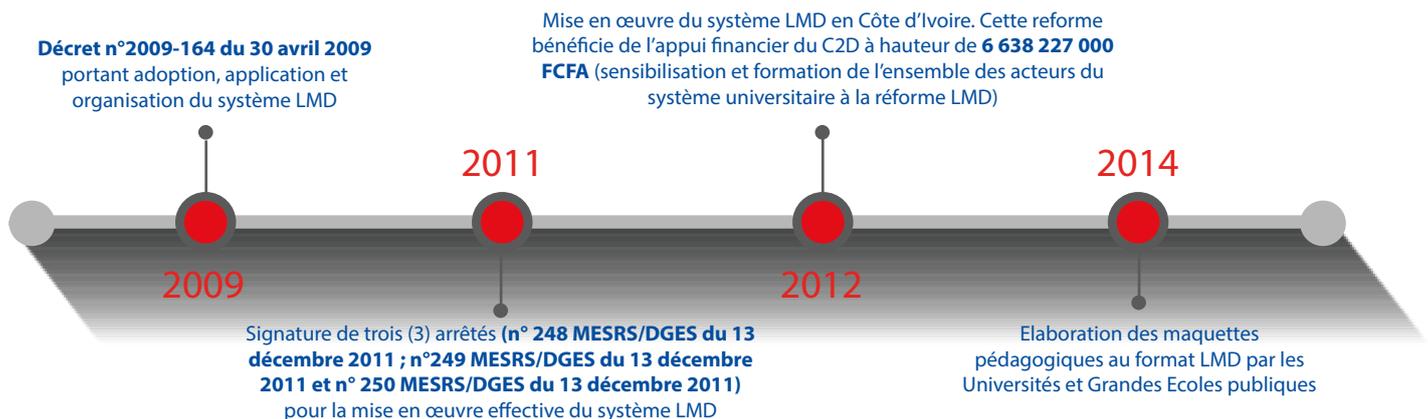
15 632 067 312 F CFA

■ Construction de nouvelles universités

- 3 nouvelles universités (Man, San-Pedro et Bondoukou) et aménagement d'une ville universitaire à Adiaké.

La mise en place de la réforme LMD

La réforme LMD vise, principalement, à la professionnalisation des formations pour une amélioration de l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur. Les grandes étapes de la mise en place de la réforme LMD sont énumérées ci-après :



Perspectives



Création de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire



Subvention du Chef de l'Etat aux étudiants pour l'acquisition d'ordinateurs



Couverture en wifi de tous les espaces universitaires (amphithéâtres et résidences universitaires)



Création d'espaces numériques ouverts dans les communes à forte concentration d'étudiants